PROJET

Projet de Recommandations Politiques pour la Session d'Echange de Vues de la 41ème Session du COMCEC sur "Développer/d'Améliorer les Stratégies d'Exportation dans les pays membres de l'OCI".

La 40ème Session du COMCEC a convenu que le thème de la Session d'Échange de Vues de la 41ème Session du COMCEC serait *" Le Développement/l'amélioration des Stratégies d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI"* et a demandé au Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC (GTC) de formuler des recommandations politiques concrètes sur ce sujet et d'en faire rapport à la 41ème Session Ministérielle du COMCEC. Conformément à cette demande, la 25ème Réunion du GTC a présenté les défis et les recommandations politiques suivants sur le développement ou l'amélioration des stratégies d'exportation dans les Pays Membres de l'OCI :

A- DÉFIS

1. *Forte dépendance envers les importations de biens stratégiques, ce qui augmente les risques de fluctuations des prix et des approvisionnements, parallèlement à l'instabilité liée à la volatilité des recettes d'exportation.*

2. *La volatilité des recettes d'exportation se répercute directement sur la variabilité de la croissance à travers de larges fluctuations qui perturbent la stabilité économique.*

3. *Le renforcement des mesures protectionnistes sur les marchés traditionnels, qui aggrave les chocs externes et les fluctuations*

4. *Les tensions géopolitiques, les défis environnementaux et les bouleversements technologiques exposant les faiblesses structurelles des modèles de croissance entraînés par les exportations.*

5. *Nécessité d'une coordination renforcée des parties prenantes et d'un partenariat public-privé plus solide pour assurer la durabilité et la compétitivité à long terme*

6. *Politiques d'infrastructure de qualité non harmonisées et absence de réglementations techniques parmi les Pays membres de l'OCI, limitant la capacité des PME et des MPME à satisfaire aux exigences internationales*

7. *Les variations des normes halal au niveau international créant des obstacles au commerce et à la confiance des consommateurs*

8. *Une connaissance limitée du commerce empêchant de nombreux pays, en particulier les pays en développement et émergents, de s'intégrer pleinement aux marchés mondiaux et réduisant leur capacité d'exportation*

9. *Contraintes budgétaires empêchant les PME et les MPME d'investir dans la formation liée au commerce, limitant ainsi leur capacité à participer aux chaînes de valeur mondiales*

10. *Investissements limités en R&D, collaboration faible entre le monde universitaire et l'industrie, et soutien financier insuffisant freinant l'innovation et le développement des hautes technologies des compagnies, limitant ainsi l'engagement des pays dans les secteurs de pointe*

11. *Une évolution rapide des technologies numériques créant un décalage des compétences, avec une pénurie de professionnels en IA, de la science des données, de la cybersécurité et de la blockchain*

12. *Les contraintes structurelles, y compris les exigences de certification ISO ou halal, limitent la crédibilité et l'intégration des PME et des MPME dans les marchés internationaux*

13. *Les ressources financières limitées restreignant les PME et les MPME dans l'établissement et le maintien de relations internationales*

14. *Faible culture numérique et infrastructures numériques insuffisantes freinant l'adoption des plateformes de commerce en ligne et des outils de facilitation du commerce numérique*

15. *Une infrastructure numérique inadéquate et des frais de licence élevés limitant la participation des PME et des MPME aux chaînes de valeur mondiales et à l'expansion des exportations*

16. *Conformité limitée aux nouvelles réglementations commerciales écologiques, qui ont révélé les vulnérabilités inhérentes à de nombreuses économies*

17. *Les réglementations liées au climat émergentes contraignant les compagnies à intégrer la durabilité dans leurs chaînes d'approvisionnement, augmentant les coûts, le fardeau de la conformité et les pressions concurrentielles*

18. *Les coûts élevés des infrastructures de numérisation font peser un fardeau disproportionné sur les PME et les MPME, réduisant leur compétitivité et limitant leur participation efficace au commerce international*

19. *Les coûts élevés des infrastructures de numérisation font peser un fardeau disproportionné sur les PME et les MPME, réduisant leur compétitivité et créant des inefficacités dans leur participation au commerce international*

20. *Les systèmes imprimés et fragmentés entraînant des retards, des frais généraux plus élevés et un risque accru d'erreurs et de fraudes, tandis que le manque de transparence et les préoccupations liées à la sécurité des données décourageant les PME et les MPME d'adopter des solutions numériques*

21. *Frais d'expédition élevés et accès limité à des lignes maritimes compétitives*

B- PROJET DE RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

Compte tenu des défis et des problèmes évoqués ci-dessus, la mise en place des recommandations politiques suivantes doit être organisée par les ministères nationaux du commerce et les agences de promotion des exportations, en coopération avec les chambres de commerce et les institutions pertinentes de l'OCI :

1. *Encourager le développement/la mise en œuvre d'un cadre global de facilitation du commerce dans les Pays Membres de l'OCI afin de rationaliser les processus transfrontaliers, de réduire les coûts de transaction et de renforcer l'efficacité des opérations d'exportation et d'importation*

2. *Organiser des activités de planification stratégique régionale en collaboration avec des spécialistes en provenance des Pays Membres de l'OCI, tout en encourageant le transfert de connaissances techniques pratiques, par le biais du partage d'informations, de formations, d'ateliers, de programmes d'échange de personnel, le cas échéant.*

3. *Utilisation des services fournis par l'INMPI pour faciliter le commerce entre les Pays Membres de l'OCI*

4. *Faire usage des services de l'IFHAB pour la reconnaissance mutuelle des certificats halal en cherchant à développer et à mettre en œuvre des Arrangements de Reconnaissance Multilatérale (MRA) et des Arrangements Légaux Mutuels (MLA) entre les organismes nationaux d'accréditation halal des Pays Membres afin de faciliter et d'éliminer les barrières techniques.*

5. *Publier et partager des notes politiques, des bulletins d'information et des notes d'orientation avec les organismes d'accréditation des Ministères des Pays Membres de l'OCI et les Autorités de Certification Halal des Pays Membres, afin d'accélérer l'utilisation des services de l'IFHAB.*

6. *Augmenter la sensibilisation et renforcer les connaissances des exportateurs et des professionnels du marketing sur les tendances du marché international, les exigences de conformité et la gestion des risques, en particulier dans les Pays Membres de l'OCI les moins développés*

7. *Promouvoir l'utilisation du marketing numérique, des plateformes de commerce en ligne et des pratiques de marketing international réussies afin de renforcer la compétitivité des compagnies et de consolider les compétences de leur personnel en matière de commerce et de marketing.*

8. *Soutenir les campagnes de sensibilisation du public afin d'améliorer la visibilité des opportunités commerciales et des expériences réussies.*

9. *Encourager l'élaboration de politiques d'innovation ciblées, de programmes d'incitation à la R&D et la création de centres de transfert de technologie, de parcs scientifiques, d'incubateurs et de pôles d'innovation par le biais de partenariats public-privé, afin de soutenir les entrepreneurs innovants, les start-ups, les PME et les MPME*

10. *Développer/améliorer les mécanismes dédiés au soutien de l'internationalisation des PME et des MPME et fournir une assistance technique pour améliorer leur crédibilité sur les marchés étrangers*

11. *Promouvoir des programmes ciblés pour soutenir les firmes, en particulier dans les pays en développement, afin qu'elles se conforment aux normes commerciales liées à la durabilité.*

12. *Encourager les politiques commerciales qui favorisent un environnement propice aux affaires en simplifiant les normes, en alignant les exigences environnementales entre les régions des Pays Membres de l'OCI, et en réduisant les barrières non tarifaires liées au respect de la durabilité.*

13. *Promouvoir l'adoption du Système de Guichet Unique National (NSW) à travers un encouragement à l'adaptation de la législation et des réglementations qui fournissent une reconnaissance légale des documents électroniques, des signatures électroniques et des certificats numériques dans les transactions liées au commerce.*

14. *Développer/Améliorer des lois solides en matière de sécurité des données, de cybersécurité et de respect de la vie privée liées à l'utilisation du Système de Guichet Unique National (NSW), conformément aux lois nationales, en définissant les rôles et les responsabilités des administrations publiques et des utilisateurs privés*

15. *Encourager la mise en place d'une base juridique pour l'interopérabilité régionale qui permette la reconnaissance mutuelle des certificats d'origine électroniques, des documents sanitaires et phytosanitaires (SPS) et d'autres licences liées au commerce dans les transactions transfrontalières*